## L'engagement des Nations unies en faveur des droits de l'homme en Éthiopie

**Organisme :** Affaires Mondiales Canada

**Numero de projet :** CA-3-P012138001

**Lieu :** Afrique, régional

**Agence executive partenaire :** HCDH - Nations Unies - Bureau du Commissariat aux droits de l'homme

**Type de financement :** Don hors réorganisation de la dette (y compris quasi-dons)

**Dates :** 2023-02-08T00:00:00 au 2024-09-29T00:00:00

**Engagement :** 2000000.00

**Total envoye en $ :** 2000000.0

**Description :** Ce projet vise à augmenter les activités du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme (HCDH) dans le domaine de la défense des intérêts, de la surveillance des droits de la personne et de la production de rapports connexes en Éthiopie. Il vise également à renforcer la capacité des institutions nationales et des intervenants de la société civile éthiopiens d’agir en cas de violations des droits de la personne. Ce projet soutient la mise en œuvre des recommandations énoncées à la suite de l’enquête conjointe du HCDH et de la Commission éthiopienne des droits de l’homme (CEDH) menée en 2021, ainsi que de la prise de dispositions relatives à la reddition de comptes. Ces dispositions comprennent celles énoncées dans l’accord de cessation définitive des hostilités, signé en 2022 pour le conflit au Tigré. Notre partenaire met en œuvre ce projet en étroite collaboration et coordination avec les institutions nationales de protection, dont la CEDH, l’Union africaine et diverses organisations de la société civile. Les activités du projet comprennent : 1) offrir des formations aux enquêteurs de police, procureurs, juges et membres des institutions de justice transitionnelle sur les pratiques exemplaires en matière de droits de la personne; 2) renforcer la capacité des réseaux de survivants de prendre part aux mécanismes judiciaires ou non judiciaires de reddition de comptes; 3) créer un produit de communication axé sur les survivants pour recueillir le point de vue des collectivités sur les enjeux liés aux droits de la personne et à la justice transitionnelle; 4) fournir une aide juridique gratuite aux survivants; 5) favoriser les échanges d’apprentissage entre pairs pour les détenteurs d’obligations choisis dans le domaine de la justice transitionnelle

## Transactions

**Date :** 2023-02-08T00:00:00**Type :** Engagement **Montant :** 2000000.00

**Date :** 2023-02-14T00:00:00**Type :** Déboursé **Montant :** 2000000.00